

SEUL

Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque

Pour un enseignement européen public, laïque et gratuit pour tous ! Manifestons à Bruxelles le 28 avril !

La LRU, et les décrets qui l'accompagnent (casse du statut des enseignants-chercheurs, masterisation du cursus des enseignants), est l'un des volets français du processus de Bologne. Conformément à la déclaration de l'OMC du 23/09/98, selon laquelle « l'éducation et la santé sont les futurs marchés du 21e siècle », les pays de l'UE se sont appliqués à détruire systématiquement leurs services publics, ce processus de Bologne ayant pour objectif la privatisation de l'enseignement supérieur et de la recherche européens.

La France applique ce projet depuis 2001 : ECTS-LMD, LOLF, Pacte pour la recherche, et en 2007, la LRU. Partout en Europe, l'éducation publique fait l'objet d'attaques et les mobilisations se multiplient. Ouvrir l'enseignement au "marché" et à la concurrence oblige l'État à ne financer l'éducation publique qu'au compte-gouttes (pour ne pas fausser la concurrence !). Privatiser les écoles et les universités, c'est donner tout pouvoir en matière d'éducation à des intérêts privés, intérêts d'entreprises ou intérêts d'églises. Pour les élèves et les étudiants, cela signifie une éducation payante et la casse des diplômes nationaux adossés au code du travail et aux conventions collectives, un avenir sans qualification.

Bologne ou la destruction / privatisation de l'enseignement supérieur.

La déclaration de la Sorbonne du 25/05/98 pose les bases de ce processus, adopté à Bologne en juin 1999 par 29 pays pour "harmoniser" l'enseignement supérieur, par l'adoption du schéma en 3,5,8 (LMD) et par la création de crédits (ECTS - European Credit Transfert System) sensés faciliter la mobilité étudiante. Qu'en est-il vraiment ?

Les crédits d'ECTS (ces points qui apparaissent à la place de nos notes sur nos relevés) ont vidé le diplôme de son contenu. Avant, le diplôme avait un contenu défini et reconnu au niveau national. Les ECTS sont définis UFR par UFR. Chaque étudiant pioche des crédits à la carte, en validant des stages, en assistant à des cours qui n'ont rien à voir avec son cursus, ou en siégeant dans les conseils universitaires... Une licence n'a donc plus la même valeur selon l'étudiant, la formation ou la fac.

La mise en concurrence qui en découle ne bénéficiera qu'au patronat qui disposera d'une main d'œuvre très qualifiée au plus bas coût : un employeur peut légalement embaucher un bac+8 au SMIC ! Ce système a de fait supprimé la reconnaissance des diplômes dans les conventions collectives et le code du travail. **Voilà ce qu'est « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde » défendue par le processus de Bologne !**

L'application du LMD a supprimé le DEUG et la Maîtrise. Vu le taux d'échec en licence, supprimer le DEUG a jeté sur le marché du travail des milliers d'étudiants sans diplôme et donc sans droits collectifs. La professionnalisation de la licence prévue par Bologne nous oblige à faire un stage non rémunéré de trois mois pour valider la L3 : Que fait-on des 50% d'étudiants salariés qui n'ont pas les moyens de le faire ?

Alors que nous combattons la LEC et le CPE en 2006, le gouvernement poursuivait la constitution des pôles d'excellence avec le Pacte pour la Recherche. La LRU donne les cadres légaux financiers à la concentration de campus et d'entreprises afin de former des pôles universitaires concurrentiels. Les facs qui ne sont pas assez rentables sont dépecées par les investisseurs.

Le désengagement financier de l'État de l'enseignement et des CROUS relève de ce processus. Alors qu'il y a de l'argent pour la guerre en Afghanistan et pour sauver le système financier, l'État utilise le prétexte de la « caisse vide » pour privatiser les facs avec la LRU. Résultat de cette opération : les universités, pour attirer les investisseurs privés et assurer leur survie, vont devoir opérer une sélection accrue et « responsabiliser » les étudiants en augmentant leur frais d'inscription.

Des mobilisations partout en Europe contre le processus de Bologne !

En luttant contre la LRU et ses décrets d'application, nous luttons contre le LMD, contre le processus de Bologne. Et nous ne sommes pas les seuls à nous battre en Europe ! Dans tous les pays, des lycéens, des étudiants, des enseignants, des parents d'élèves se mobilisent depuis des mois contre la destruction de l'enseignement public, ils revendiquent un enseignement européen public, laïc et gratuit pour tous.

L'Italie connaît des mobilisations depuis le mois d'août dernier. Le 30 octobre, plus d'un million de lycéens, étudiants, professeurs et parents d'élèves ont défilé dans toute l'Italie pour combattre la casse de l'éducation publique. 90% des professeurs étaient en grève ! Le mouvement se poursuit après les manifestations interprofessionnelles des 12 décembre et 29 janvier. Ainsi, le 18 mars, une nouvelle manifestation était appelée pour défendre l'école publique.

En Espagne, les étudiants et enseignants se sont mobilisés entre octobre 2008 et janvier 2009 contre la hausse des frais d'inscription et la privatisation des facs. Ils étaient plus de 70 000 à défiler le 13 novembre à Barcelone et le mouvement est loin de s'essouffler, comme le démontre l'occupation du rectorat de Barcelone et les manifestations régulières (les 12 et 28 mars notamment).

En Allemagne, des mobilisations importantes contre les projets de Merkel ont eu lieu entre mai et juin 2008. Après une accalmie, les manifestations ont reprises : 100 000 étudiants et lycéens ont défilé le 10 novembre contre les suppressions de postes, la privatisation et la mise en concurrence des universités.

En Finlande, après une première occupation le 19 février, plus de 300 étudiants, issus d'une manifestation de 2000 personnes, ont bloqué l'Université d'Helsinki le 14 mars. Les étudiants se battent contre le New University Act, version finlandaise de la LRU.

En Crête, des manifestations et des occupations ont lieu régulièrement depuis le mois de décembre.

Au Portugal, 90% des enseignants étaient en grève le 19 janvier contre la casse de leur statut de fonctionnaire, une manifestation le 8 mars 2008 avait rassemblé 100 000 enseignants, soit 1 sur 3.

En Grèce, étudiants et enseignants luttent contre les conséquences du processus de Bologne depuis 2006. En mai et juin 2006, 95% des universités étaient ainsi occupées. Les enseignants du primaire se sont à leur tour mobilisés entre septembre et octobre 2006 contre les nouveaux programmes. En 2007, les étudiants se sont de nouveau mobilisés entre janvier et mars contre la loi de privatisation finalement adoptée le 8 mars. La grève générale de l'hiver 2008 a aussi exprimé le rejet du processus de privatisation de l'éducation.

Qu'attend-on nous pour nous organiser à l'échelle européenne ?

Face à une attaque organisée à l'échelle européenne, nous devons riposter à l'échelle européenne. Le Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque s'associe donc pleinement à l'appel lancé par le collectif Vague Européenne pour organiser le contre-sommet de Louvain et s'engage à le relayer le plus largement possible afin d'assurer son succès. Les journées du 25 au 29 avril prochains, seront l'occasion pour l'ensemble de la jeunesse européenne et des travailleurs de l'éducation de socialiser leurs expériences et de construire une mobilisation à l'échelle de l'Europe. Le 28 avril, nous manifesterons à Bruxelles (manifestation appelée par Respack) pour affirmer notre unité.

Lançons un message clair aux 46 ministres de l'éducation qui seront présents à Louvain-Laneuve pour discuter des suites de l'application du processus de Bologne. Nous sommes résolu à faire plier les gouvernements qui privatisent nos écoles et nos universités, nous leur imposeront l'abandon de ce processus et l'abrogation de l'ensemble des législations nationales qui en découlent.

Envoyons également un message clair au patronat, représenté par Business Europe et aux bureaucraties syndicales étudiantes, représentées par l'ESU (European Student Union). Ensemble, dénonçons la FAGE et l'UNEF, sections françaises de l'ESU, qui participent au processus de Bologne et donc qui cautionnent et défendent la destruction / privatisation de l'enseignement supérieur. **Il n'y a rien à négocier, pas de miettes à ramasser ! Ce contre-sommet doit être le premier pas dans la construction d'une mobilisation européenne, dans la perspective de la grève générale de l'éducation ! Servons nous de cette rencontre européenne pour nous organiser et définir ensemble, les dates et les modalités de nos futures actions !**

Participons au contre-sommet de Louvain-Laneuve du 25 au 29 avril !

Le 28 avril 2009 : Tous ensemble à la manifestation organisée à Bruxelles !

**Unité de la jeunesse européenne pour l'abandon
du processus de Bologne et l'abrogation de l'ensemble
des législations nationales qui en découlent !**

<http://fseul.free.fr>